

Pour une matinée de paix

À Buenaventura, la peur nous envahit parfois,
mais dans nos coeurs, l'espoir renaît.
Nous voulons que la violence ne soit qu'un conte,
et que la paix règne à chaque instant.

Lorsque nous sommes uni.es, nous sommes comme un fleuve qui avance,
plus fort.e que n'importe quel conflit ou vengeance.

Nos voix réunies, un chœur d'amour,
pour que l'amitié et la chaleur règnent sur cette terre.

Nous voulons de l'amour, nous voulons une étreinte,
que chaque rue soit effacée de ses traces douloureuses.
Avec joie et foi, nous peignons un avenir meilleur,
où chaque enfant puisse vivre sans crainte.

Depuis Buenaventura, magnifique port maritime,
un cri pour la justice s'élève sans violence.
Ensemble, nous marchons, d'un seul cœur,
car nous savons que la paix est notre mission.

Poème écrit par les enfants et les jeunes du projet.

BUENAVENTURA : PLUS QU'UN PORT, UNE COMMUNAUTÉ



L'engagement des femmes, des enfants et des jeunes en faveur de la paix à Buenaventura

Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura – phase 3



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



Table des matières.	3
Remerciements.	4
Introduction.	5
• Présentation.	5
• Méthodologie.	7
• Fiche d'identité de Buenaventura.	9
I. Un tissu social fracturé par des années de violence.	13
II. La situation des droits à Buenaventura.	18
A. Droits des femmes	18
B. Droits des enfants, des adolescents et des jeunes (NNAJ)	19
III. Une communauté qui ne baisse pas les bras.	23
IV. De participante à tutrice, un parcours inspirant.	25
Recommandations.	27
• Au niveau communautaire.	27
• Au niveau de Buenaventura.	27
• Au niveau national.	27
• À la coopération internationale.	28
• À la communauté internationale.	28
Bibliographie / Sitographie.	29
Avec le soutien de	30
Pour une matinée de paix.	31

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rendu possible grâce à l'engagement, à la voix et à l'espoir des communautés de Buenaventura qui, malgré les multiples violences et difficultés, continuent chaque jour à tisser des liens de résistance et de paix.

Nous remercions tout particulièrement les enfants, les adolescent.es, les jeunes ainsi que les femmes participantes qui ont accepté de partager leurs témoignages, leurs expériences et leurs rêves, qui sont la force et le cœur de ce projet.

Nous saluons également le dévouement et l'engagement des leader.euses communautaires et des équipes des organisations partenaires Ambulua et la Fondation Paz y Bien, qui ont élaboré, accompagné et soutenu ces processus de formation, d'écoute et de transformation à Buenaventura.

De même, nous exprimons notre gratitude aux coopérant.es et aux partenaires nationaux et internationaux, dont le soutien technique et financier a rendu possible la mise en œuvre du projet et la visibilité des réalités de Buenaventura.

Enfin, nous tenons à remercier toutes les organisations et toutes les personnes qui, directement ou indirectement, ont uni leurs efforts pour que le projet puisse être mené à bien et que ce rapport puisse voir le jour. Chaque contribution, chaque voix et chaque action font partie intégrante de ce tissu collectif pour la vie, la dignité et la paix à Buenaventura.



ACRONYMES

AEDH Agir Ensemble pour les droits humains

AFD Agence Française de Développement

Ambulua Centre de formation et d'émancipation des femmes

CEV Commission pour la clarification de la vérité

MRJ Maison de Restauration de la Jeunesse Francisco Esperanza

ECP Espace de Coopération pour la Paix

ECSJ Espace de conversation socio-juridique pour la paix

ELN Armée de Libération Nationale

FARC-EP Forces Armées Révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple

GAO Groupes Armés Organisés

GDO Groupes Délinquants Organisés

ICBF Institut Colombien de Bien-être de la Famille

IE Institutions Éducatives

JEP Justice Spéciale pour la Paix

OI Organisations Internationales

Oidhaco Bureau International pour les droits humains – Action Colombie

OSC Organisation de la société civile

PARES Fondation Paix et Réconciliation

Paz y Bien Fondation Paz y Bien

PBI Peace Brigade International

Réseau EU-LAT Réseau Europe pour l'Amérique latine

RFCS Réseau France Colombie Solidarités

TDHS Terre des Hommes Suisse

USAID Agence des États-Unis pour le développement international

VBGs Violences Basées sur le Genre

Z O H I R O D U C T I N

Présentation



Depuis 2023, le Centre de formation et d'émancipation des femmes – Ambulua et la Fondation Paz y Bien mènent le projet « Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura – phase 3 » dans la zone urbaine de Buenaventura, dans le département du Valle del Cauca. Ce projet est coordonné par l'organisation française Agir ensemble pour les droits humains (AEDH) et financé par l'Agence française de développement (AFD). Il bénéficie également du soutien financier et technique de l'organisation suisse Terre des Hommes Suisse (TDHS). Le projet vise à répondre aux problèmes de violations des droits humains à Buenaventura, en accompagnant les femmes, les enfants et les jeunes dans la construction de projets de vie hors de la violence, la création d'environnements protecteurs et en les soutenant dans leur mobilisation pour la défense de leurs droits et la paix dans le District, sur la base de méthodologies inspirées de la justice réparatrice, de la culture et des traditions propres à la région du Pacifique colombien et aux communautés afro-descendantes.

En outre, le projet vise à rendre visible la situation des droits à Buenaventura, tant au niveau local, national qu'international, en aidant les partenaires à formuler des recommandations basées sur leurs expériences, ainsi que sur les besoins et demandes des participant.es du projet. Pour mener à bien ce travail de plaidoyer et de suivi, le projet bénéficie du soutien du Réseau France Colombie Solidarités (RFCS), du Bureau International pour

les droits humains - Action Colombie (OIDHACO), du Réseau européen pour l'Amérique latine (Réseau EU-LAT) et de l'Espace de Coopération pour la Paix (ECP). Ce rapport s'ajoute à trois rapports précédents publiés en 2017^[1], 2019^[2] et 2023^[3], qui rendent compte des principales violations des droits des femmes, des enfants et des jeunes et de leur évolution dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord de paix entre le gouvernement colombien et les FARC-EP et de la politique de « Paix Totale » du gouvernement de Gustavo Petro (2022 - aujourd'hui).

Ce nouveau rapport s'attachera à observer l'évolution de la situation des droits des femmes, des enfants et des jeunes de Buenaventura avec la mise en œuvre du programme de « Paix Totale », Buenaventura ayant été élue « territoire pilote » et vu s'installer un Espace de conversation socio-juridique pour la paix (ECSJ). Le contexte à Buenaventura a été marqué par une situation humanitaire critique, des vagues de violence, des mobilisations sociales, des élections locales et régionales, auquel s'ajoute un contexte international peu favorable aux droits humains, se traduisant par une restriction généralisée de l'espace civique et une réduction de l'aide de la coopération internationale. La Colombie a été l'un des pays les plus touchés par la fermeture de l'agence américaine de coopération au développement USAID, décision prise par le nouveau gouvernement de Donald Trump, alors que celle-ci était le principal financeur des ECSJ et du processus de paix dans le pays.

Par conséquent, ce rapport mettra en lumière les réalités de Buenaventura, à travers les témoignages, les récits et les expériences des femmes, des enfants et des jeunes participant.es au projet. Il se concentrera sur l'engagement des communautés de Buenaventura en faveur de la paix, car, au-delà d'être une communauté historiquement marquée par la violence, les privations économiques et la discrimination raciale, les habitant.es de Buenaventura sont les premier.es à lutter chaque jour pour la reconnaissance de leurs droits, de leur culture et de leurs traditions, pour le retour de la paix sur leur territoire et pour la reconstruction du tissu social.

Grâce aux processus mis en place par des organisations de la société civile (OSC) telles qu'Ambulua et la Fondation Paz y Bien, les enfants, les jeunes et les femmes sont formé.es pour devenir des leader.euses communautaires et des semeur.euses de paix sur le territoire. Le présent rapport vise à donner la parole aux communautés afin qu'elles exposent leurs réalités et puissent raconter l'histoire de leur territoire tel qu'elles le voient à travers leurs yeux de voisines, de leader.euses sociales, de tutrices, de mères, d'enfants, d'adolescent.es et de femmes.

Les recommandations proviennent des communautés de Buenaventura et reflètent leurs attentes, leurs espoirs, leurs besoins et leurs souhaits pour une ville en paix.

Méthodologie

Le présent rapport a été élaboré conjointement par les organisations Ambulua, la Fondation Paz y Bien, Terre des Hommes Suisse - Colombie et Agir ensemble pour les droits humains, à partir d'une stratégie méthodologique combinant l'analyse documentaire et la collecte de témoignages directs dans les communautés de Buenaventura.

Des sources officielles ont été utilisées pour contextualiser la situation des droits humains dans la ville. Parallèlement, des entretiens individuels, des cercles de parole et des exercices participatifs ont été organisés avec des femmes, des enfants et des adolescent.es, afin de mettre en lumière leurs réalités, leurs expériences et leurs propositions pour la paix.

L'un des principaux défis rencontrés a été la disponibilité limitée de données précises, en raison du manque de transparence institutionnelle et de la « Loi du silence » qui prévaut sur le territoire. De nombreuses personnes choisissent de ne pas dénoncer les violations de leurs droits par crainte de représailles, ce qui rend difficile l'obtention de chiffres officiels fiables et représentatifs. Face à cette situation, la participation active des communautés est devenue un élément essentiel et indispensable pour visibiliser les réalités quotidiennes des habitant.es de Buenaventura.

Pour des raisons de sécurité et de protection, les témoignages ont été anonymisés. De même, les photographies et illustrations présentes dans ce rapport proviennent de nos propres sources, en veillant à tout moment à respecter l'intégrité et les droits de celles et ceux qui ont partagé leurs expériences.

Tout au long de ce rapport, le terme « groupes armés » sera utilisé de manière générale pour désigner à la fois les groupes armés organisés (GAO), les groupes délinquants organisés (GDO) et les paramilitaires, dont les définitions sont officiellement reprises dans une Directive du Ministère de la Défense Nationale colombien.^[1]

La méthodologie adoptée s'inscrit dans une approche participative et fondée sur les droits humains, qui ne considère pas les membres de la communauté comme de simples sources d'information ou bénéficiaires, mais comme des acteur.ices actif.ves pour la transformation sociale sur le territoire.



LE PORT DE LA
COMMUNAUTÉ

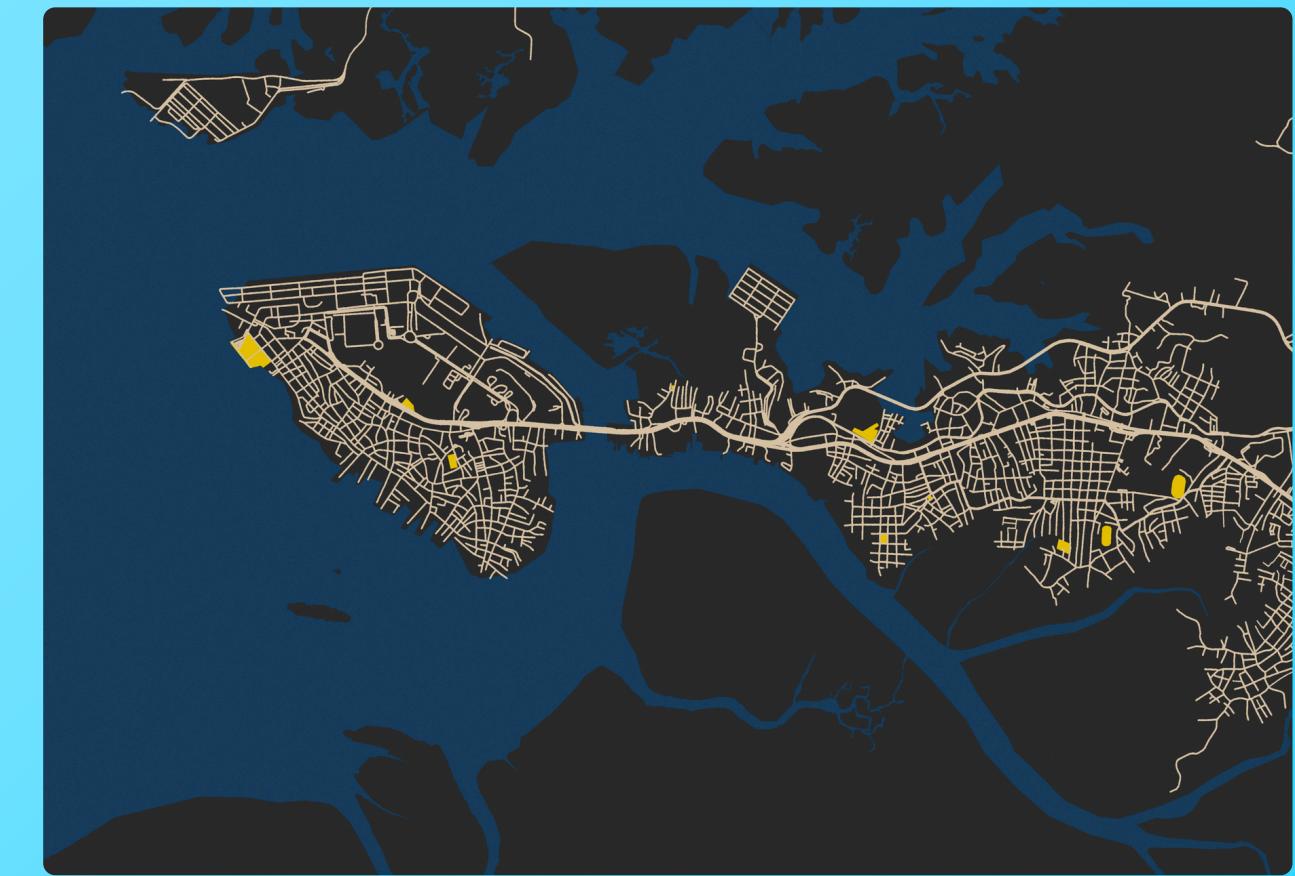
COLOMBIE



VALLE DEL CAUCA



BUENAVENTURA



Fiche d'identité de Buenaventura



B

U

E

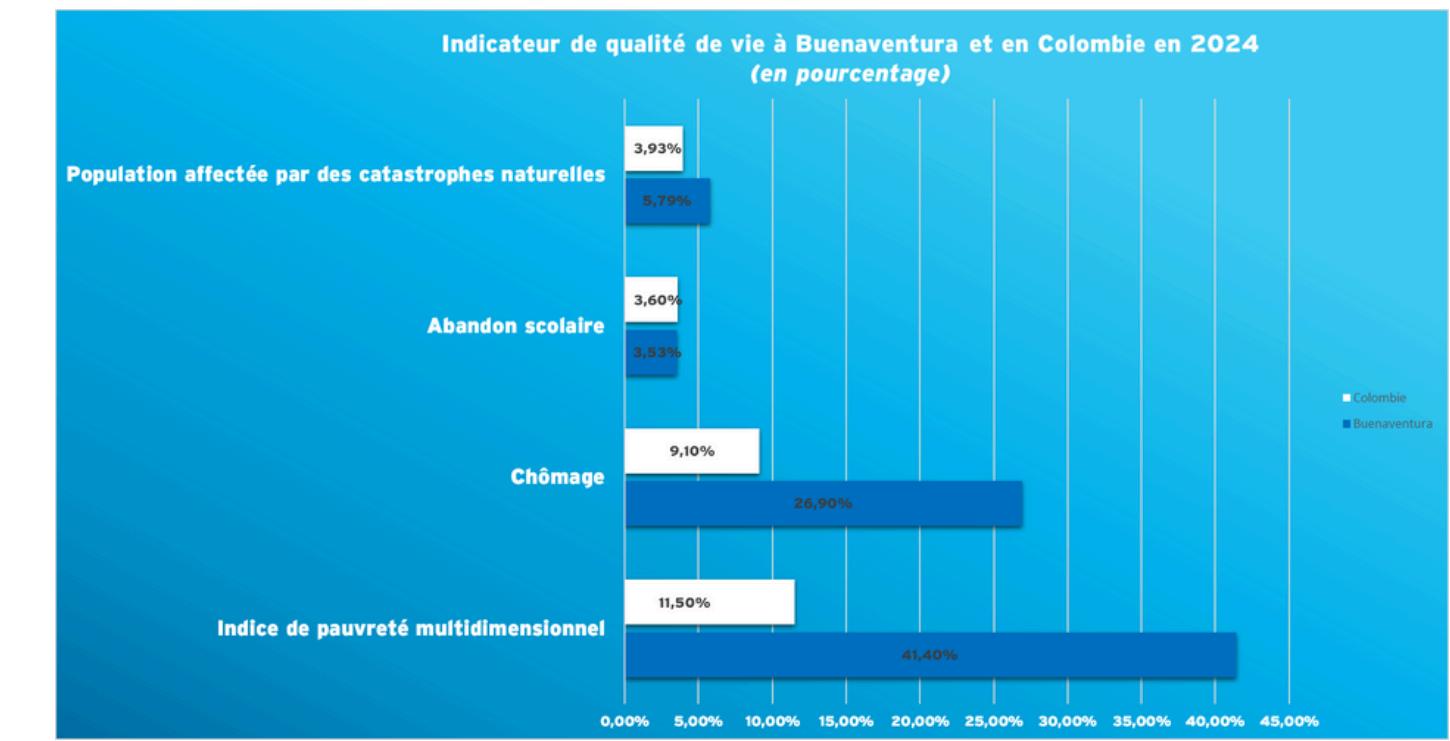
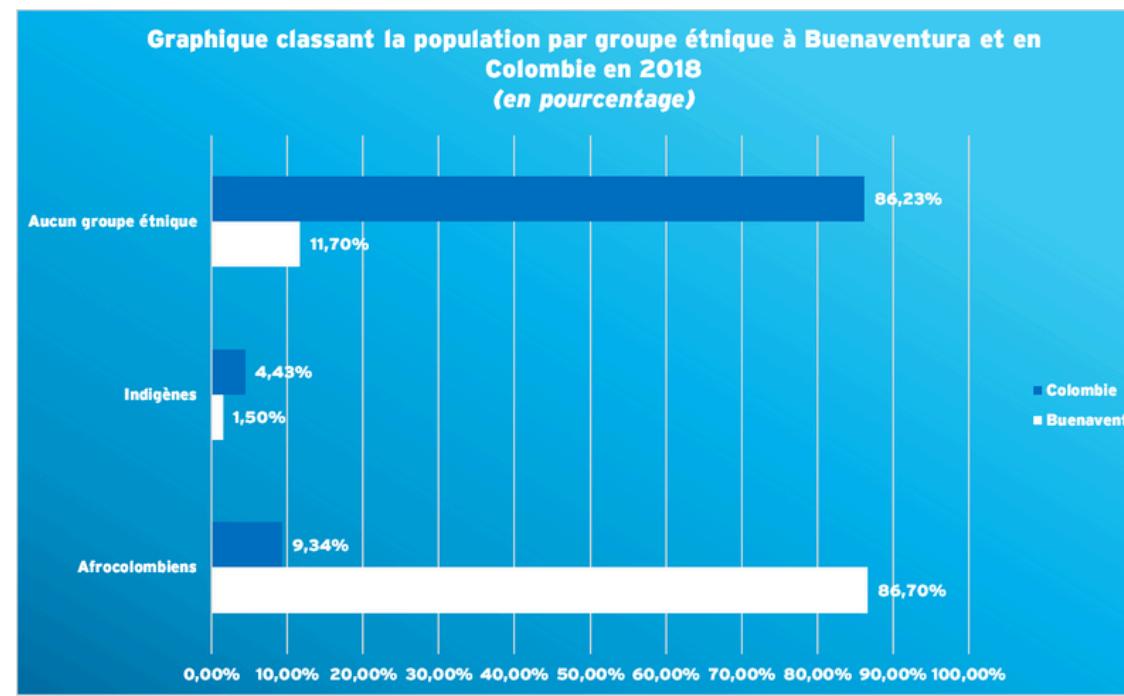
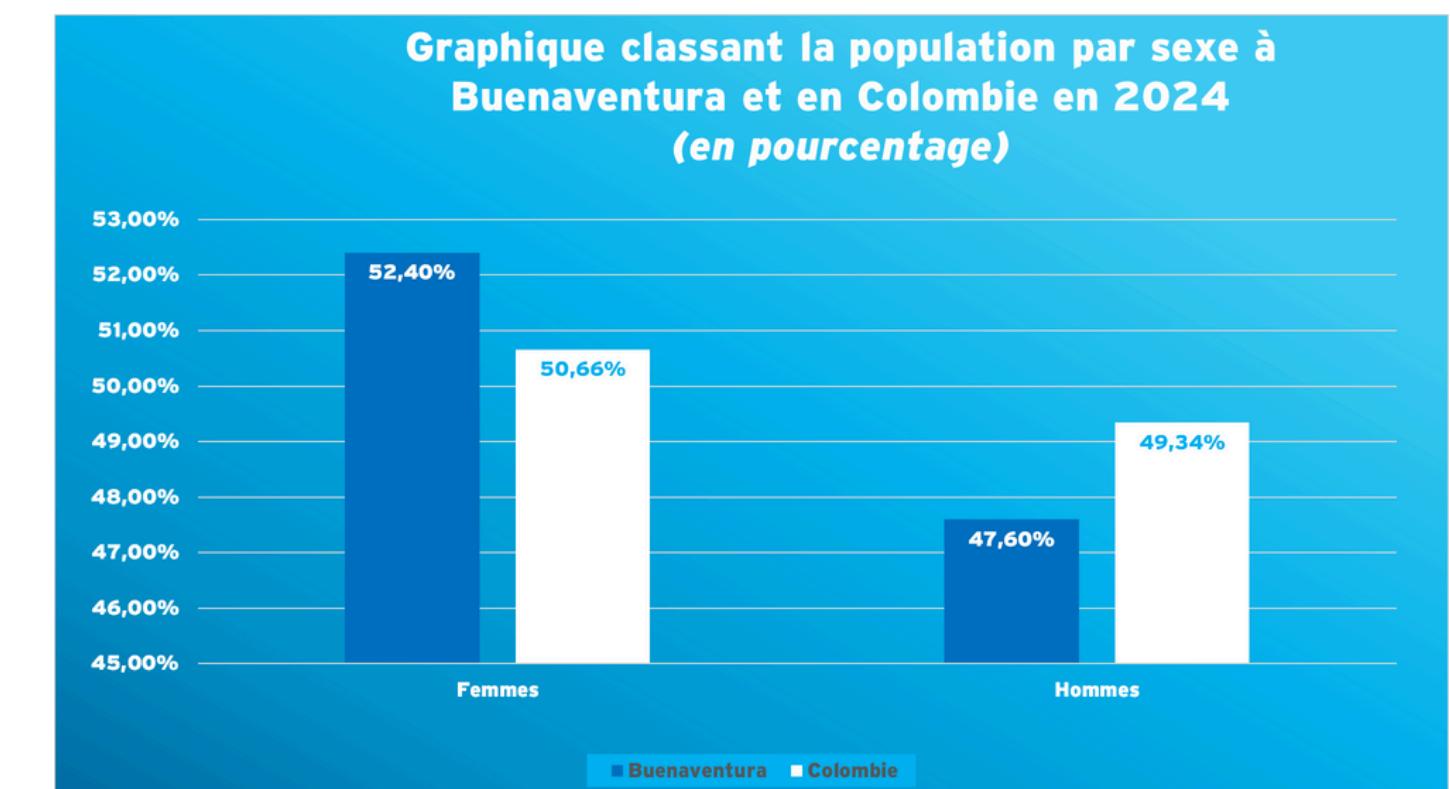
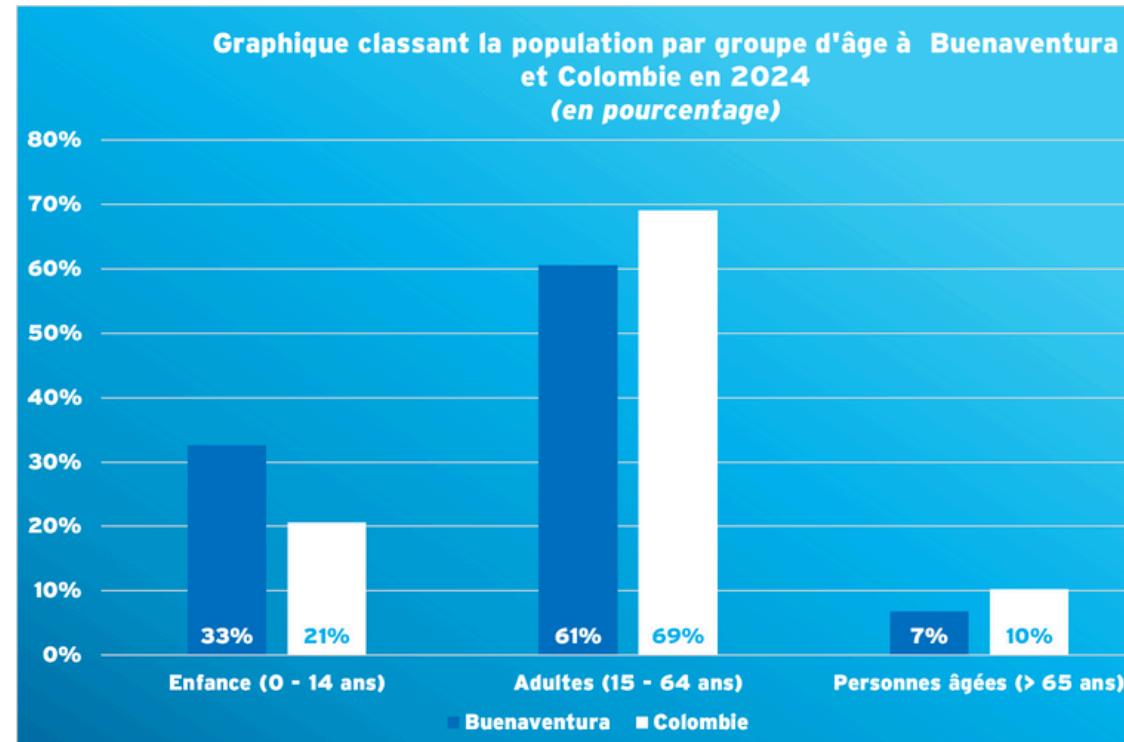
Q

T

R

A

G



I - UN TISSU SOCIAL FRACTURÉ PAR DES ANNÉES DE VIOLENCE

“ Même si la violence a déchiré notre tissu social, nous continuons à le tisser avec nos souvenirs et nos espoirs. ”

Les mots qui suivent sont issus de coeurs transpercés par la dureté de la guerre et la cruauté de la violence. Ce ne sont pas seulement des souvenirs, ce sont les traces vivantes d'un tissu social qui a été déchiré à maintes reprises, laissant des cicatrices profondes dans les familles et la communauté. Écouter ces témoignages, c'est entrer dans l'intimité d'une douleur partagée, mais aussi dans la force de celles et ceux qui, même si elles et ils portent encore le poids de la fracture, refusent de baisser les bras et continuent à tisser des liens de

“ J'ai été élevée dans un environnement spectaculaire dont je suis très fière, nous pouvions sortir dans la rue en toute tranquillité ici, dans la commune 1. Nous sortions et jouions dans les rues et il y avait toujours des personnes qui veillaient sur nous, elles étaient comme des 'tantes'. ”

“ Avant, on allait se promener, on marchait sur la route. Les gens sortaient dans la rue, se déplaçaient à pied d'un quartier à l'autre sans problème. ”

Buenaventura n'a pas toujours été un territoire de conflits et de violence latente. Une partie de sa population se souvient d'une enfance heureuse et libre, où l'on n'avait pas peur de sortir jouer dans la rue, d'aller à l'école à pied, où tous les membres de la communauté veillaient sur les enfants des autres : la communauté était une grande famille.

En raison de la proximité entre la campagne et la ville, les habitant.es de Buenaventura ont apporté avec eux.elles leur culture, leurs traditions et leur mode de vie communautaire issus des zones rurales.

Cependant, la ville de Buenaventura s'est développée autour de son importante activité portuaire, étant le principal port de Colombie et l'un des principaux ports du continent latino-américain. Les autorités n'ont jamais considéré Buenaventura comme un territoire ancestral. Elles ont décidé, pour des raisons économiques, d'oublier la communauté qui vivait sur ce territoire.

À titre d'exemple, la ville de Buenaventura a été officiellement fondée le 14 juillet 1540, effaçant ainsi des années d'occupation du territoire par les communautés autochtones Buscajaes qui ont dû affronter les colons espagnols à leur arrivée. En faisant la promotion d'une histoire de Buenaventura comme simple port, les autorités démontrent leur manque d'intérêt à la consolider en tant que ville pour ses habitant.es, ce qui s'est aggravé avec les années d'esclavagisme et d'exploitation des ressources naturelles.

Depuis lors, une dynamique d'investissement axée sur le développement et la croissance du port a été encouragée, quel qu'en soit le coût social.

“ Nous, dans le Pacifique, nous ne sommes pas pauvres, on nous a appauvris. ”

Dans son rapport publié en 2025^[1], Peace Brigade International a démontré le lien indéniable entre la privatisation du port, l'augmentation de la violence et l'appauvrissement des habitant.es de Buenaventura. Jusqu'aux années 1990, le port était géré par l'entreprise publique Ports de Colombie (Colpuertos), qui embauchait principalement des personnes locales, originaires de Buenaventura. Selon le Centre de Mémoire Historique, Colpuertos employait environ 5 000 personnes originaires de Buenaventura, permettant la création d'un lien fort entre les habitant.es de Buenaventura et le port et représentant une véritable source de revenus pour la communauté.

^[1] Peace Brigade International (PBI), Qui assume le coût ? Impacts des économies mondiales en Colombie. Le cas de Buenaventura : risques pour la défense des droits humains face aux intérêts des entreprises espagnoles, par Vincent Vallies, janvier 2025.

Cependant, avec la création de la Société Portuaire Régionale de Buenaventura en 1993, société mixte dont 70 % des actions provenaient du secteur privé, le port est devenu un espace clôt et opaque, totalement isolé du reste de la ville.

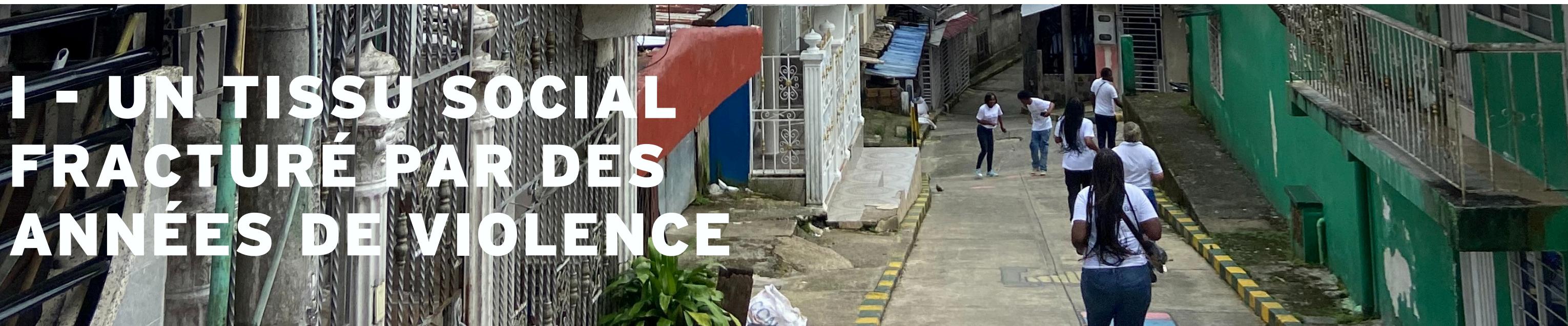
La privatisation du port s'est traduite par une réduction significative des emplois en raison de l'installation de nouvelles technologies exigeant un certain niveau de spécialisation, ce qui a entraîné un remplacement de la main-d'œuvre locale, peu qualifiée, par des personnes étrangères.

En parallèle, le salaire moyen a considérablement baissé et une détérioration significative des conditions de travail a été constatée. Comme l'a exprimé la Commission de la Vérité (CEV)^[1]

“ Il est possible de déterminer qu'au cours de la dernière décennie, l'expulsion, la réinstallation et le déplacement de la population de la zone insulaire vers le continent sont liés à une politique de changement d'affectation des sols pour les infrastructures portuaires et à une gentrification sociale qui a cherché à réorganiser l'espace urbain, en transférant les habitants des quartiers de la zone côtière vers la partie continentale et en réservant l'île aux classes moyennes et supérieures (fonctionnaires, ONG internationales, etc.) et aux services hôteliers. ”

Comme si cela ne suffisait pas, la privatisation du port a entraîné l'arrivée de groupes armés sur le territoire de Buenaventura. Le processus de privatisation des ports se caractérise par la valorisation économique des territoires environnants, ce qui, dans le cas de Buenaventura, a conduit des groupes armés illégaux à vouloir prendre le contrôle territorial et social de la zone urbaine où circulent d'importants intérêts économiques.

Ce n'est donc pas un hasard si, dans les années 90, le Front 30 des FARC-EP, déjà présent dans les zones rurales, est arrivé dans la zone urbaine de Buenaventura. À l'origine, l'entrée des FARC-EP dans la zone urbaine n'a pas entraîné une augmentation immédiate de la violence dans la ville, car il n'y avait pas d'autre groupe contre lequel lutter pour avoir le contrôle sur le territoire.



Le véritable tournant s'est produit avec l'arrivée dans la ville de groupes paramilitaires, tels que le Bloc Calima de l'Union des Autodéfenses de Colombie (AUC), en 2000.

“À partir de 2000, la violence s'est intensifiée sur mon territoire. [...] Les voisins ne se réunissaient plus le week-end, chacun restait chez soi. ”

“C'est en 2000 qu'ils sont entrés à Buenaventura, nous nous sommes réveillés dans un désastre : même les quartiers les plus éloignés étaient couverts de graffitis. Ce fut le premier événement marquant. Les bombes [du quartier] de l'Indépendance, un enfant est mort, ce fut très difficile. ”

“ La bombe de l'Indépendance [en 2000], qui a tué un petit garçon, a été un moment très difficile. Ils en ont posé une devant chez moi. La dernière dont j'ai entendu parler est celle qui a explosé ici, près du Parquet, qui a tué plusieurs personnes. ”

Depuis près de 25 ans jusqu'à aujourd'hui, être une fille, un garçon, un.e adolescent.e, un.e jeune ou une femme à Buenaventura dans le contexte du conflit armé est synonyme de danger latent. Du fait des actions des groupes armés hors-la-loi, les habitant.es de Buenaventura finissent par devenir des « instruments » utiles au renforcement des dynamiques violentes.

Du jour au lendemain, les habitant.es de Buenaventura se sont retrouvé.es plongé.es dans une spirale de violence imparable, entre assassinats, confinements, massacres et déplacements forcés, vivant dans un climat d'angoisse et de peur permanente, tant pour elles.eux que pour leurs familles.

En outre, la dynamique de recrutement forcé a eu de graves répercussions sociales, telles que la perte de confiance entre les membres de la communauté, et a entraîné la détérioration des liens sociaux.

“Cette situation a conduit certaines mères à fuir vers d'autres villes par crainte que leurs filles ne soient maltraitées. ”

Malgré l'accord Justice et Paix de 2004, officialisant la démolition des AUC, les habitant.es de Buenaventura ont subi des vagues de violence dues aux affrontements entre les différents groupes armés illégaux présents dans le centre-ville de Buenaventura, qui se sont affrontés pour récupérer le contrôle des territoires laissés par les paramilitaires^[1].

Le processus de paix avec les paramilitaires a été un échec, entraînant la formation de nouveaux groupes armés sur le territoire et le renforcement d'autres groupes déjà existants.



La privatisation du port, la multitude d'acteurs armés occupant le territoire, la corruption, les alliances entre les groupes armés, les institutions publiques et les entreprises portuaires, l'abandon de l'État, la forte discrimination et le racisme subis par les habitant.es de Buenaventura – pour être afrocolombien.nes – ont conduit à l'appauvrissement de la population qui, face à l'absence d'opportunités professionnelles, n'a d'autre choix que de se livrer à des activités illégales pour les groupes armés ou de fuir. En conséquence, la méfiance, la peur et l'angoisse sont devenues le quotidien des habitant.es de Buenaventura, dont l'identité et le sentiment d'appartenance à une même communauté ont été brisés par la dynamique du conflit armé.

“Le conflit armé a tellement fait de dégâts qu'il ne nous permet plus de partager avec nos voisins, avec la personne que nous voyons passer tous les jours, car nous ne savons pas si elle est impliquée ou non dans cette dynamique. ”

“Cela s'est également traduit par de la violence sexiste, une perte d'amour, d'affection. Malheureusement, les femmes n'ont plus accès à ces espaces d'entraide, avec leur voisine ou leur amie, car nous sommes là, sur un quai, et à tout moment, un homme peut être abattu. ”

Ni les Accords de paix conclus entre le gouvernement et les FARC-EP en 2016^[1], ni la Grève Générale de 2017^[2], ni l'élection de G. Petro à la Présidence et la mise en œuvre de sa politique de Paix Totale n'ont permis de rétablir la paix à Buenaventura.

Malgré les efforts de la population pour se faire entendre et pour que les gouvernements successifs respectent leurs engagements et leurs promesses, le sentiment d'abandon par l'État reste prépondérant.

Ayant été choisie comme territoire pilote par le gouvernement de G. Petro dans le cadre de sa politique de Paix Totale, Buenaventura a vu s'installer un ECSJ entre les deux principaux groupes armés illégaux qui se disputent le territoire : les Shottas et les Espartanos. En août 2023, une première trêve a été conclue entre les deux groupes, qui a été renouvelée tous les 90 jours jusqu'à ce que les porte-paroles des Espartanos, en février 2025, décident de se retirer des négociations en raison de l'absence d'un cadre et de garanties juridiques stables.

Par conséquent, l'année 2025 a été marquée par une forte augmentation de la violence, comme le rapporte la Fondation Paix et Réconciliation (PARES) : « les chiffres de la violence ont tous augmenté de plus de 100 % »^[1]. Néanmoins, tout au long de ce rapport il sera démontré que « malgré cela, Buenaventura sait se relever, elle a prouvé qu'elle était un territoire résistant et résilient. Le plus précieux en 2025 a été la capacité des gens à ne pas se laisser priver de leur rêve de paix ».

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT ARMÉ EN COLOMBIE ET À BUENAVENTURA

2000

- Arrivée du Front Pacifique du Bloc Calima des AUC à Buenaventura. L'entrée des paramilitaires coincide avec une période de militarisation du territoire qui montre la souplesse des Forces Armées envers les paramilitaires et les cartels de drogue.
- Début du "Plan Colombie" impulsé par les États-Unis, initialement destiné à la lutte contre le narcotrafic puis à la guerre contre les guerillas.

2000-2001

L'ancien chef des AUC confesse devant l'Unité Nationale de Justice et Paix que le groupe paramilitaire est responsable de la mort de plus de 1.000 personnes entre les années 2000 et 2001 à Buenaventura.

2002

Alvaro Uribe est élu Président. Durant deux mandats il mène une politique de sécurité militariste en réponse au conflit armé.

2004

Première démobilisation du Bloc Calima impulsée par le gouvernement qui fut un échec puisque les paramilitaires se sont ralliés aux bandes du narcotrafic ou se sont organisés en nouveaux groupes armés actifs à Buenaventura.

2010

Juan Manuel Santos est élu Président, puis élu de nouveau en 2014.

2011-2017

Les Urabeños, La Empresa, Les Rastrojos, l'ELN, les FARC, les AGC et d'autres groupes armés se disputent le contrôle du territoire à Buenaventura, montrant la multitude d'acteurs armés présents dans la zone urbaine.

2012

Le Président Juan Manuel Santos lance le processus d'Accord de Paix pour la fin du conflit armé avec les FARC-EP.

2014

Les "Urabeños" s'établissent dans huit (8) des douze (12) communes de Buenaventura et "La Empresa" dans quatre (4) communes.

2016

Signature de l'Accord de Paix définitif à La Havane entre le gouvernement et les FARC-EP.

16 mai - 6 juin 2017

Mobilisation citoyenne connue comme la "Grève Civique de Buenaventura" avec des manifestations pour les droits économiques, culturels, environnementaux et sociaux et pour la protection des communautés vivant dans la violence. Celle-ci aboutit sur la signature d'accords avec le gouvernement, mais en 2025 seul 8% des accords ont été mis en œuvre.

30 décembre 2020

La Local et La Empresa se déclarent la guerre, et en conséquence apparaissent deux nouveaux groupes armés à Buenaventura: Les Shottas issus de La Local et Les Espartanos de La Empresa. Jusqu'au jour d'aujourd'hui, ces groupes se disputent la zone urbaine de Buenaventura. La violence envers les jeunes n'a cessé d'augmenter, et des groupes comme l'ELN et les AGC sont toujours actifs dans les zones rurales.

2021

Grève Nationale en Colombie et augmentation de la violence à Buenaventura.

2022

- Gustavo Petro est élu Président, amenant la gauche au pouvoir pour la première fois de l'histoire colombienne, avec une vice-présidente afro descendante, pro environnement et féministe, Francia Marquez.
- Il annonce que Buenaventura sera plan pilote pour la réparation intégrale dans le cadre de la politique de Paix Totale du gouvernement de G. Petro, et un accord de non agression est signé entre "Shottas" et "Espirantes".

2023

- Mise en place de la Table de négociations sociojuridiques avec "Shottas" et "Espirantes" à Buenaventura.
- Pic du nombre d'homicides dans les communes 3 et 12, déplacements forcés en zone rurale et augmentation des cas de VBGs.

2024

- Prolongation de la trêve entre "Shottas" et "Espirantes" tous les 90 jours, se traduisant par une diminution de la violence en zone urbaine et une augmentation des cas d'extorsion.
- Masacres recensés en zone rurale de Buenaventura.

2025

- Fin des négociations entre "Shottas" et "Espirantes", amenant à un pic de violences dans toute la ville.
- Janvier - Août 2025: 105 homicides enregistrés, incluant 7 femmes et 3 adolescentes; 88 cas de violences intrafamiliales, desquelles 72% des victimes étaient des femmes; 3 682 personnes confinées en zone urbaine de Buenaventura.



À Buenaventura, la garantie des droits humains est confrontée à d'énormes défis marqués par la persistance de la violence, les inégalités sociales et le manque d'accès à la justice. Les communautés vivent entre l'espérance de résister et la violation quotidienne des droits humains tels que le droit à la vie, à la sécurité, à l'éducation et à la santé. Ce panorama reflète non seulement une dette historique de l'État, mais aussi l'urgence de renforcer la voix des communautés qui réclament la dignité et des conditions de vie justes.

A - Droits des femmes

“ Je suis une femme afro issue d'un milieu populaire, et à partir de là, comment puis-je créer les outils et les éléments nécessaires pour prendre soin de moi, pour ma santé et mon bien-être ? ”

Dans des contextes tels que celui de Buenaventura, les femmes subissent de multiples formes de violence, que ce soit dans l'espace public ou dans la sphère privée. La question des VBGs n'est pas un problème propre à Buenaventura, il s'agit d'un problème structurel plus global touchant l'ensemble du pays. Cependant, le conflit armé a aggravé et normalisé les actes de violence à l'égard des femmes, transformant la VBGs en « arme de guerre ». ^[1] Au fil des ans, cette violence perpétrée par les groupes armés s'est répandue dans la population et est devenue une forme de réaction, de communication et d'expression courante pour les habitant.es de Buenaventura. L'instrumentalisation des femmes peut prendre plusieurs formes, mais, quelle qu'elles soient, elles ont toutes un point commun : elles sont imposées de force aux femmes.

Parmi les multiples formes d'instrumentalisation des femmes, on peut citer les mariages forcés pour obtenir le contrôle du territoire, l'exploitation à des fins sexuelles, les viols, les agressions, les abus et les soumissions, ainsi que le chantage. Les femmes sont également utilisées pour subvenir aux besoins des membres des groupes armés, par exemple pour leur procurer de la nourriture ou pour cacher des armes et de la drogue dans leurs maisons. Il convient de souligner que, dans ces cas, les femmes ne portent pas plainte par crainte de représailles contre elles ou leur famille, en raison des défaillances dans les services publics, de leur méconnaissance des mécanismes de protection existants, ou encore de la pression, soumission ou chantage qu'elles subissent : économique, émotionnel, social, pour n'en citer que quelques-unes.

Pour comprendre la complexité de la situation des femmes de Buenaventura, il faut l'analyser sous un angle intersectionnel. En effet, Buenaventura est peuplée à plus de 88% par des communautés afro-descendantes, autochtones ou paysannes. Par conséquent, la majorité des femmes sont noires, issues de communautés appauvries, racialisées et discriminées, considérées comme des « minorités ethniques », et sont victimes de la société patriarcale dans laquelle elles évoluent. L'ensemble de ces caractéristiques sociales est interdépendant et génère des expériences de discrimination et d'oppression propres aux femmes de Buenaventura.

“ Le racisme, les inégalités sociales, l'abandon de ces secteurs par l'État, voilà ce qui tue en Colombie. ”

Le faible investissement social de l'État et la corruption empêchent la mise en œuvre et l'efficacité des programmes et des services de prise en charge destinés aux femmes, les laissant dans des situations de grande vulnérabilité face aux violences et seules pour assumer toutes les responsabilités qui leur incombent en tant que travailleuses et cheffes de famille. Victimes des nombreuses défaillances du système, les femmes de Buenaventura ne disposent pas d'espaces d'écoute sûrs, de mécanismes de protection efficaces et d'accompagnement psychosocial de la part des institutions publiques. Leur santé mentale est particulièrement affectée, tant par le contexte de violence que par la charge mentale importante qu'elles doivent supporter chaque jour en raison des multiples rôles qu'elles assument du simple fait d'être des femmes.

De même, leur droit à la participation est fortement affecté par de fausses initiatives d'inclusion dans les espaces de dialogue ou de prise de décision. Il est vrai qu'en se basant sur les chiffres, les femmes semblent de plus en plus représentées dans ces espaces, mais leurs voix continuent d'avoir peu de poids par rapport à celles des hommes. Malgré les engagements et les initiatives pris par l'État, par l'intermédiaire d'agences telles que l'Institut colombien de Bien-être de la Famille (ICBF), le manque de ressources et d'outils de suivi des politiques publiques les empêche d'atteindre les territoires les plus éloignés et discriminés, comme c'est le cas à Buenaventura, et les rend inaccessibles aux femmes.

Dans le cas des filles, la situation est encore plus complexe compte tenu des réalités profondément préoccupantes qui prévalent dans la ville. Celle-ci présente un sous-enregistrement des filles, femmes et jeunes disparues, dont les cas ne sont pas élucidés. En outre, de nombreuses filles et adolescentes, quel que soit leur âge, font partie active des groupes armés où elles sont exploitées et utilisées, certaines étant malheureusement assassinées par ces mêmes groupes, sans aucune forme de justice qui permettrait de redorer leur nom et leur droit à la vie. La précarité économique dans laquelle vivent de nombreuses familles de la ville, combinée à l'attrait économique que les groupes armés illégaux utilisent comme stratégie, renforce la dynamique d'exploitation et de violence qui touche le corps et l'être tout entier des filles et des femmes de Buenaventura.

B- DROITS DES ENFANTS, DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES (NNAJ)

“ L'enfance et l'adolescence sont deux étapes fondamentales du développement d'un être humain, marquées par des processus de croissance physique, émotionnelle et cognitive. Au cours de ces périodes, les individus connaissent une série de changements importants qui façonnent leur personnalité et déterminent leur avenir. ”

Les parties précédentes de ce rapport ont révélé une situation extrêmement complexe pour les enfants, les adolescent.es et les jeunes de Buenaventura. Réfléchir aux conditions de vie de cette population, en particulier dans le contexte du conflit armé, c'est entrer dans une atmosphère d'angoisse et d'inquiétude constante. Des droits tels que le droit l'éducation, aux loisirs et, en particulier, le droit à la vie ont été bafoués par les activités des groupes armés, mais aussi par l'inefficacité du gouvernement local et l'absence de mise en œuvre des politiques publiques censées garantir le bien-être de la population. Par conséquent, la ville de Buenaventura continue de subir les conséquences du « fantôme » de l'abandon de l'État qui la hante depuis des décennies, et que le gouvernement du président G. Petro a tenté d'élucider, en vain.

Le manque d'espaces de loisirs et de détente pour les enfants est l'un des aspects les plus déconcertants, car la ville dispose de très peu d'espaces où les enfants peuvent jouer, s'amuser et profiter pleinement de cette période de leur vie. Quant aux rares espaces existants, ils ont été à plusieurs reprises le théâtre de harcèlements de la part de groupes armés illégaux.

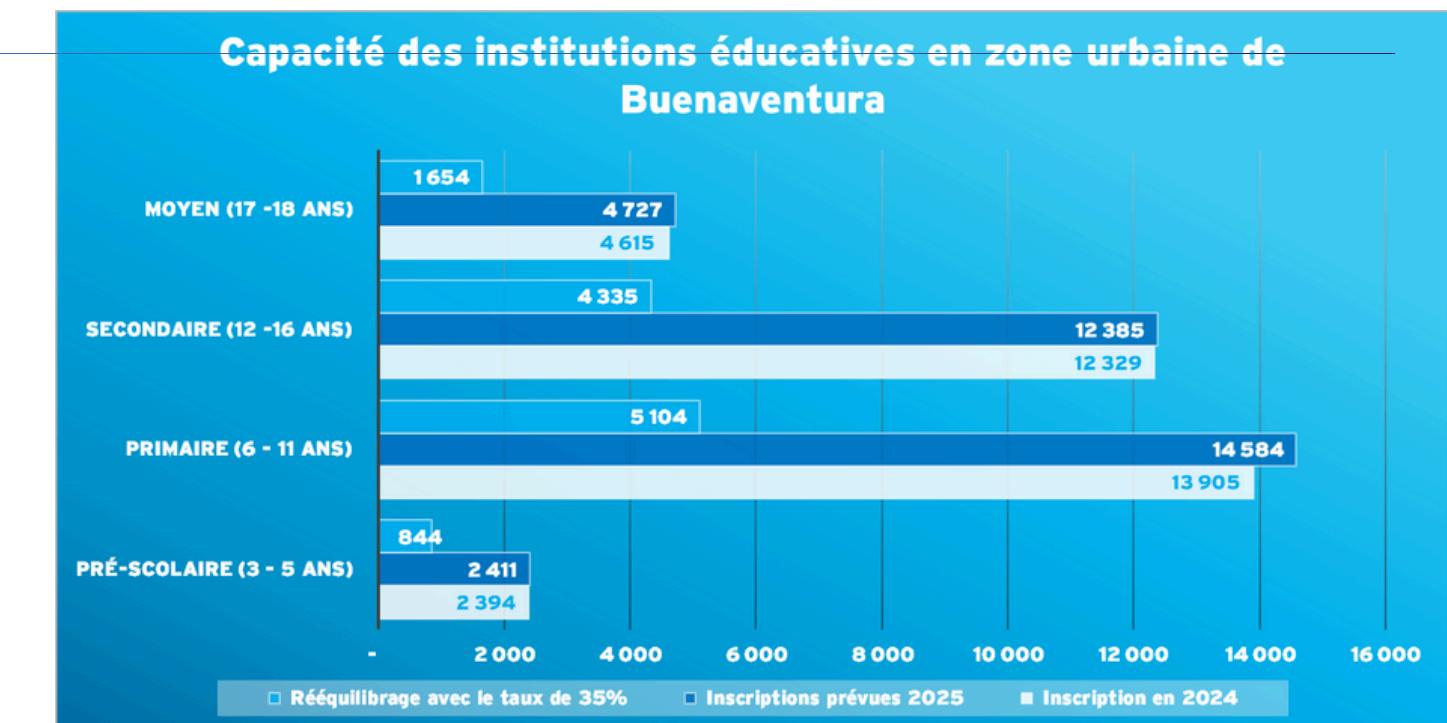
En outre, Buenaventura affiche l'un des taux de chômage les plus élevés[1], touchant particulièrement les jeunes et les adultes. Une grande partie de ce problème est due à la difficulté des enfants et des jeunes à accéder à une éducation de qualité. D'une part, les infrastructures des institutions éducatives (IE), en particulier les établissements publics, sont en mauvais état.

À cela s'ajoute le manque de personnel enseignant et de ressources matérielles, entraînant une réduction de 35 % du nombre d'élèves que les IE peuvent effectivement accueillir.

Ce constat indique que l'offre de places dans les IE n'est pas suffisante pour couvrir les besoins

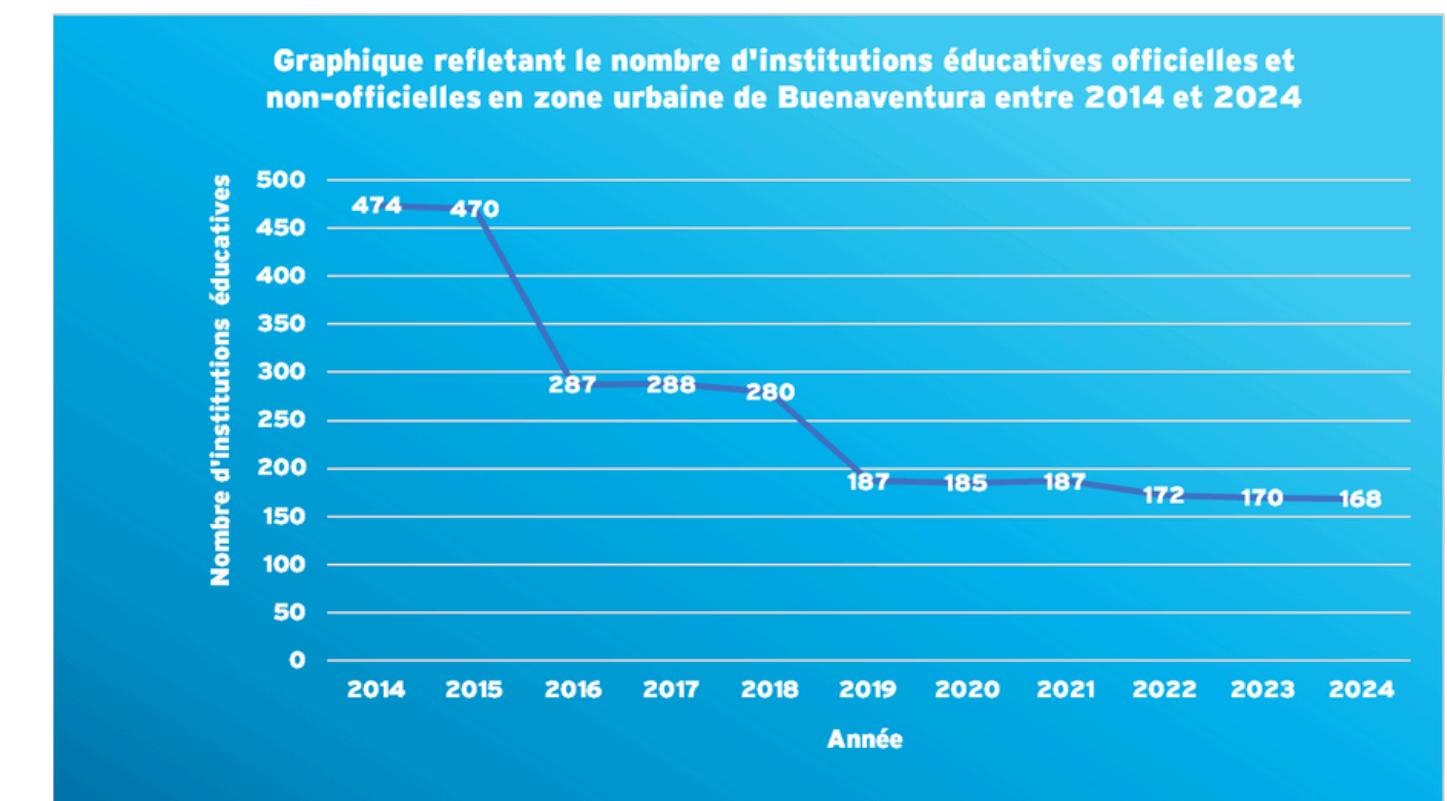
des enfants et des jeunes de Buenaventura qui revendiquent leur droit à l'éducation.

Capacité des institutions éducatives en zone urbaine de Buenaventura par niveau



Dans la zone urbaine de Buenaventura, entre 2014 et 2024, le nombre d'IE officielles et non officielles a fortement diminué, passant de 474 en 2014 à 168 en 2024. Cela confirme la situation de crise généralisée dans le secteur de l'éducation, qui s'aggrave en raison des taux élevés de pauvreté de la population, du conflit armé qui affecte les dynamiques sociales et provoque des déplacements forcés vers d'autres régions du pays, et surtout, du problème persistant du décrochage scolaire.[1]

Nombre d'institutions éducatives officielles et non-officielles en zone urbaine de Buenaventura entre 2014 et 2024



TOTAL DES INSCRIPTIONS

Niveau	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Pré-jardin	39	27	38	20	46	83	84	162	53	163	266	346
Jardin I	85	73	63	63	111	113	119	214	214	191	274	464
Transition	2 545	2 296	2 088	2 263	2 145	2 146	2 273	2 071	2 295	2 153	2 072	1 736
Première	3 411	3 094	2 804	2 632	2 669	2 697	2 491	2 520	2 460	2 447	2 349	2 289
Deuxième	3 318	3 182	3 019	2 677	2 467	2 538	2 458	2 360	2 387	2 285	2 320	2 225
Troisième	3 140	3 083	2 920	2 858	2 550	2 414	2 441	2 390	2 257	2 279	2 205	2 290
Quatrième	3 042	2 857	2 834	2 920	2 798	2 583	2 338	2 441	2 297	2 104	2 177	2 147
Cinquième	2 872	2 846	2 779	2 854	2 838	2 729	2 537	2 325	2 367	2 226	2 046	2 154
Sixième	3 230	3 333	3 340	3 434	3 268	3 427	3 131	2 725	2 485	2 516	2 427	2 278
Septième	2 725	2 771	2 745	2 791	3 199	3 000	3 133	3 044	2 712	2 504	2 660	2 516
Huitième	2 331	2 220	2 246	2 331	2 393	2 519	2 564	2 602	2 427	2 144	2 021	2 040
Neuvième	1 836	1 947	1 858	1 907	2 062	2 224	2 420	2 641	2 499	2 331	2 309	2 095
Dixième	1 481	1 555	1 664	1 573	1 642	1 756	1 937	2 096	2 130	2 052	2 018	1 950
Onzième	1 180	1 217	1 278	1 414	1 281	1 368	1 517	1 553	1 617	1 667	1 685	1 702
Autres niveaux	4 287	6 189	10 219	5 486	6 186	4 942	3 325	3 627	2 900	2 968	2 839	2 652
Total	35 521	36 690	39 895	35 223	35 655	34 539	32 768	32 771	31 100	30 030	### #	### #

Dans ce contexte social et éducatif, les jeunes ne trouvent pas dans la ville de repères fixes ni l'accompagnement nécessaire à la construction de leur projet de vie, qui reste aujourd'hui encore très menacé par la présence de groupes armés. Les décisions des adolescent.es et des jeunes sont imprégnées d'une culture capitaliste qui les encourage à vouloir générer des revenus dès leur plus jeune âge et qui, en parallèle, idéalise l'enrichissement illicite et le rend « désirable », leur offrant les avantages matériels auxquels ils aspirent et auxquels ils peuvent difficilement accéder avec un système éducatif de mauvaise qualité.

La plupart des adolescent.es et des jeunes cherchent à être reconnu.es et respecté.es sur leur territoire. La particularité de nombreux.ses jeunes du district réside dans le fait que plus elles.ils gagnent d'argent, plus elles.ils sont traité.es avec respect par la société. Les conditions de travail dans la ville étant mauvaises et le salaire minimum ne suffisant pas à subvenir à tous leurs besoins, elles.ils deviennent plus vulnérables face aux propositions des groupes armés.

“Mon défi personnel : empêcher les filles et les garçons de rejoindre les groupes armés, car cela nous est très difficile à titre individuel. J'ai essayé à plusieurs reprises, mais je n'y suis pas parvenu, ce qui me rend très triste .”

En Colombie, le droit pénal interdit l'utilisation des mineur.es dans les conflits armés afin de contrer la tendance des groupes armés à les recruter pour renforcer leurs troupes et/ou effectuer toutes sortes de tâches pour le groupe. Ainsi, par la loi 599 de 2000^[1], l'article 162 a été intégré au Code pénal colombien, interdisant l'utilisation de mineur.es de moins de 18 ans dans des contextes de conflit armé et établissant le régime de sanctions associé.

Cette loi transpose dans le droit colombien les normes du droit international établies dans le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés^[1], qui stipule que : « Les États parties prennent toutes les mesures possibles pour empêcher ce recrutement et cette utilisation, y compris l'adoption des mesures juridiques nécessaires pour interdire et ériger en infraction ces pratiques » (art. 4.2).

Cependant, malgré l'existence d'une telle norme législative dans le Code pénal colombien, le recrutement, l'utilisation et l'exploitation des enfants et adolescent.es par les groupes armés ont toujours été une pratique largement répandue parmi ces derniers, comme l'ont reconnu d'anciens chefs des FARC-EP devant la Justice spéciale pour la paix (JEP) en juillet 2025^[1].

Il convient de préciser que le recrutement, l'utilisation et l'exploitation des enfants et adolescent.es mineur.es n'ont pas disparu avec la signature des Accords de paix en 2016, puisqu'il s'agit de pratiques qui persistent sur tout le territoire colombien, en particulier dans les régions du Cauca et Valle du Cauca. En raison de la grande diversité des formes que peut prendre le recrutement, il est très difficile d'évaluer avec certitude le nombre d'enfants et d'adolescent.es mineur.es recruté.es. À ce jour, le recrutement ne touche plus seulement les zones rurales, il est de plus en plus présent dans les zones urbaines et semi-urbaines en raison des bandes illégales et des narcotrafiquants qui utilisent les enfants et les adolescent.es dans leurs activités^[1]. On peut affirmer que le phénomène du recrutement, de l'utilisation et de l'exploitation des enfants et adolescent.es a augmenté ces dernières années, détériorant encore davantage le tissu social et brisant la dynamique communautaire. Le 13 mars 2025, les deux principaux groupes armés de Buenaventura – les Shottas et les Espartanos – ont signé l'Accord visant à éradiquer le recrutement, l'utilisation et l'exploitation des enfants dans les actions directes et liées à la violence^[2]. Cependant, il n'existe aucun mécanisme permettant de vérifier le respect et la bonne mise en œuvre de cet accord, et la communauté affirme que les enfants et les jeunes continuent d'être recruté.es, utilisé.es et exploité.es par ces groupes.



III- UNE COMMUNAUTÉ QUI NE BAISSE PAS LES BRAS

Buenaventura est, malgré tout, une communauté : une ville peuplée de personnes dont la résilience et l'engagement en faveur de la paix sont incontestables. La capacité des habitant.es de Buenaventura à se réinventer, à s'adapter et à continuer à participer activement aux différentes activités proposées montre que, au-delà du conflit armé, de la pauvreté, des activités illégales et de la discrimination, il existe une communauté qui lutte quotidiennement pour ses droits et rêve d'un avenir meilleur pour Buenaventura.

Pour compenser l'absence de l'État, ce sont les OSC qui sont devenues les actrices centrales de la construction de la paix à Buenaventura. Elles sont reconnues pour leur expérience, expertise et connaissance du contexte, tant des dynamiques sociales que des besoins réels de la population. Elles sont l'exemple parfait que la paix est un processus qui doit être construit à partir, et avec, la communauté en incluant chaque personne, entité et institution.

Dans cette Buenaventura violente et sans défense, vit une population qui a décidé de lutter pour ses droits et de s'unir pour retrouver son identité, sa culture et ses traditions, de « revenir aux origines » en prenant part à des formations et à des espaces communautaires gérés par des OSC telles qu'Ambulua. Ces espaces réunissent des femmes, des hommes, des enfants, des jeunes et des adolescent.es qui retrouvent dans l'art, la culture et les traditions des moyens de s'exprimer et de renforcer la cohésion sociale afin de se reconstruire en tant que communauté, d'échanger des expériences de vie, d'apprendre les un.es des autres, de renforcer le tissu social et, enfin, de devenir des acteur.ices de paix.

Dans cette Buenaventura violente et sans défense, il existe des femmes fortes, engagées, dotées d'une âme de leadeuse, qui participent

activement à des cycles de formation tels que la formation ethnoculturelle, politique et de genre, ou à des groupes de conversation intergénérationnels durant lesquels on leur apprend à prendre soin d'elles-mêmes, à se défendre et à revendiquer leurs droits.

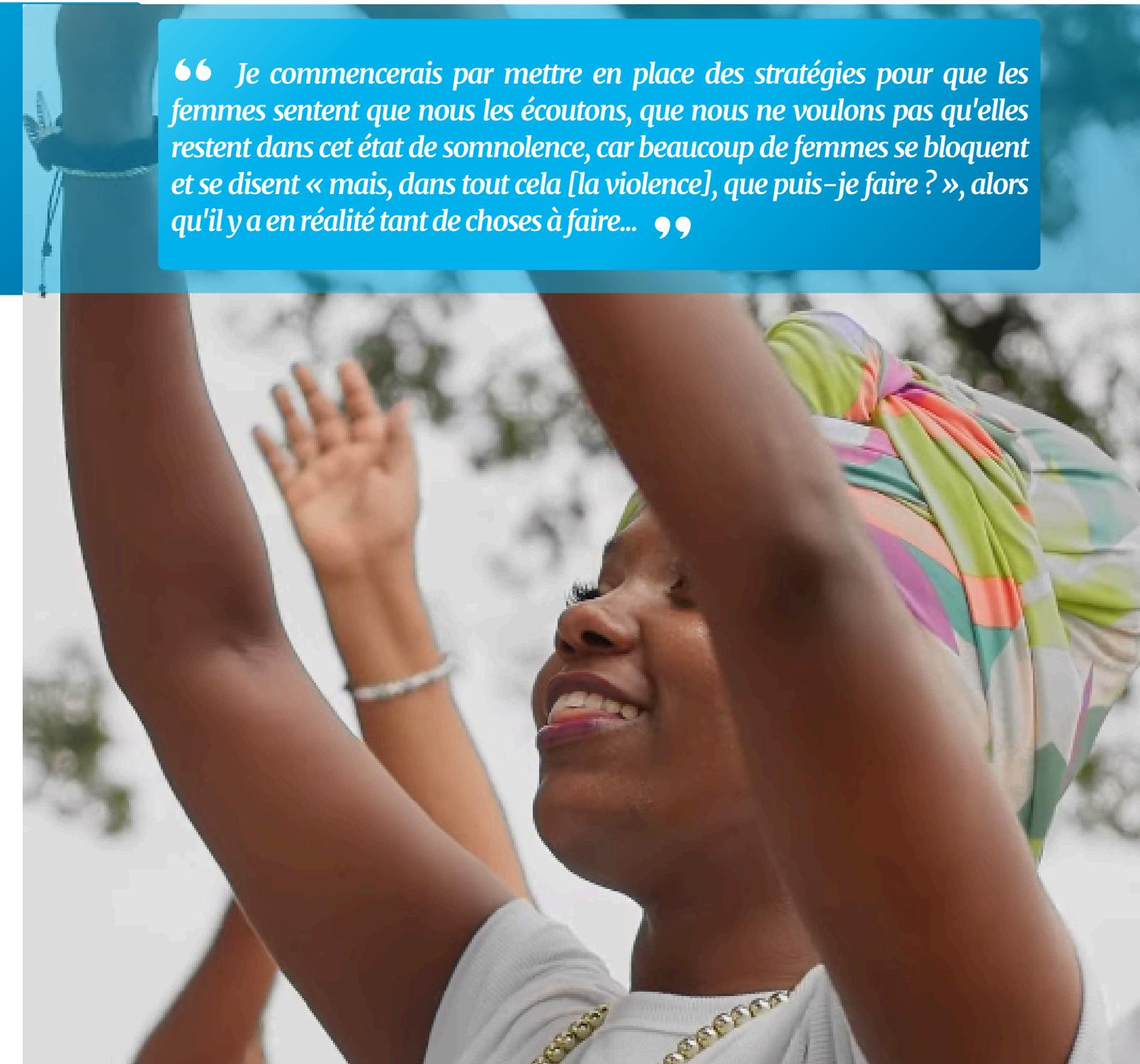
Ce sont des femmes qui ont décidé de dire « Non » aux VBGs et de s'insérer dans des réseaux de soutien et d'écoute, en ressuscitant des techniques ancestrales et spirituelles de soins et de soins de soi axées sur le bien-être et la santé mentale. Des espaces sûrs sont créés où chacun.e, quel qu'iel soit, peut s'exprimer librement, sans crainte de représailles ou d'être jugé.e pour ce qu'iel est.

Dans cette Buenaventura violente et sans défense, une autre enfance et une autre jeunesse grandissent, misant sur le changement grâce à un leadership et à des initiatives qui naissent de leurs propres besoins, générés par le conflit armé. Faire embrasser l'ancestralité et adopter une grande partie du mode de vie d'autrefois aux enfants et aux jeunes a été l'un des grands paris qui se sont faits les OSC de Buenaventura. Des organisations telles que Paz y Bien, à travers le programme MRJ, se joignent à cette initiative visant à promouvoir une culture de paix dans la ville.

Dans cette Buenaventura violente et sans défense, les jeunes repensent leur parcours de formation et, à partir du merveilleux éveil qui s'opère, réclament une éducation de qualité et adaptée aux spécificités propres au contexte de Buenaventura.

Ils réclament des espaces sûrs pour les loisirs, un chemin libre sans frontières invisibles ni divisions.

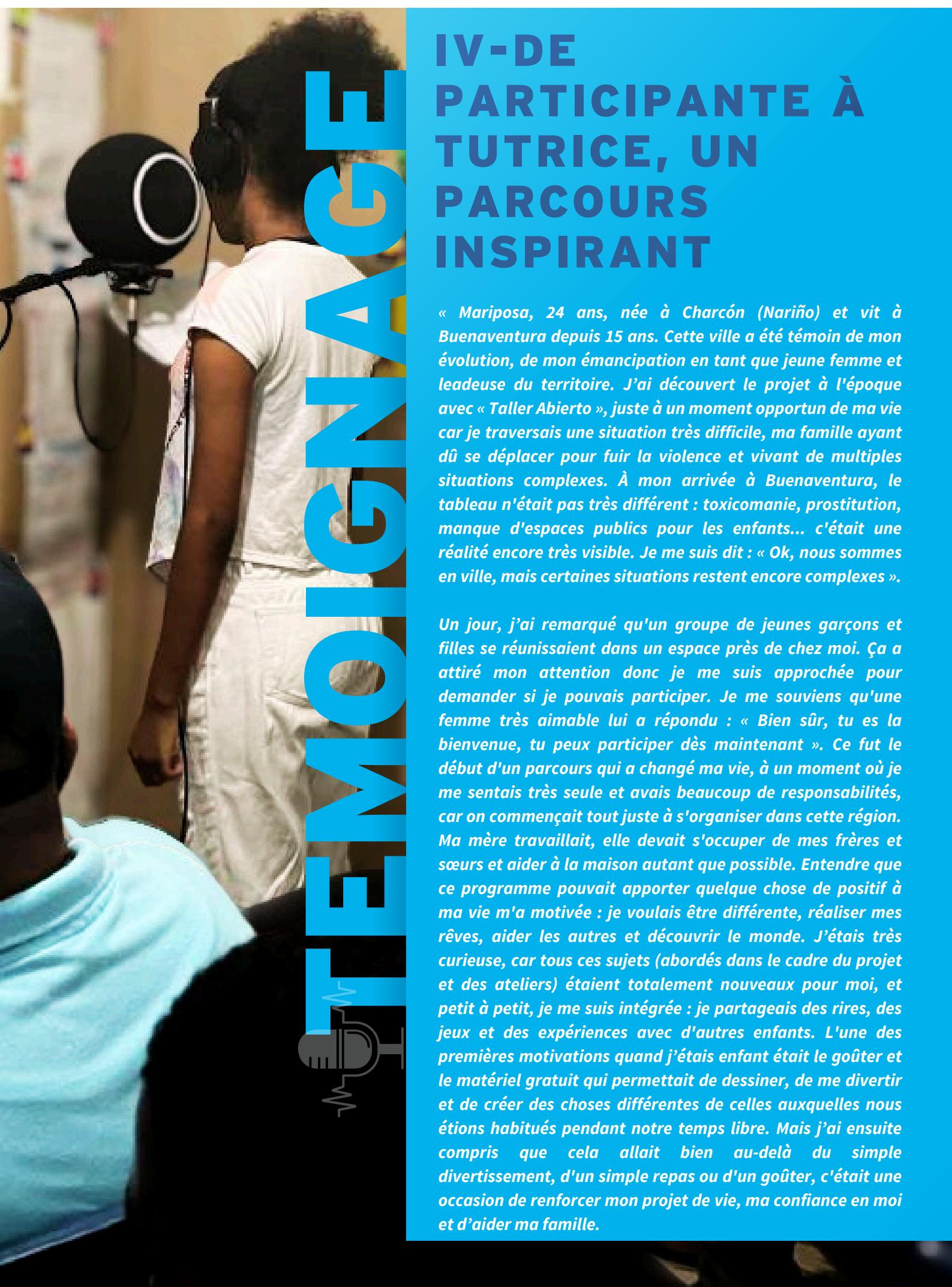
“ Je commencerais par mettre en place des stratégies pour que les femmes sentent que nous les écoutons, que nous ne voulons pas qu'elles restent dans cet état de somnolence, car beaucoup de femmes se bloquent et se disent « mais, dans tout cela [la violence], que puis-je faire ? », alors qu'il y a en réalité tant de choses à faire... ”



Les filles et les jeunes femmes se réunissent, accèdent à des formations, participent à des activités qui leur permettent d'embrasser leur être et de forger leur identité, elles identifient clairement les besoins du territoire et, surtout, rejettent tout acte direct ou indirect qui cherche à porter atteinte à leur corps et à les transformer en territoires de « conquête » et d'exploitation.

Dans cette Buenaventura violente et sans défense, les enfants et les jeunes veulent intégrer les espaces de prise de décisions et veiller à leur mise en œuvre pour devenir acteur.ice de changements et de transformations au sein de leur communauté.

Dans la Buenaventura dont rêvent les enfants, les jeunes et les femmes, les armes ne font plus écho à leurs esprits qui, au contraire, sont traversés par des pensées et des décisions pleines d'espoir, où les murs deviennent un soutien pour l'éducation et la formation.



IV-DE PARTICIPANTE À TUTRICE, UN PARCOURS INSPIRANT

« Mariposa, 24 ans, née à Charcón (Nariño) et vit à Buenaventura depuis 15 ans. Cette ville a été témoin de mon évolution, de mon émancipation en tant que jeune femme et leadeuse du territoire. J'ai découvert le projet à l'époque avec « Taller Abierto », juste à un moment opportun de ma vie car je traversais une situation très difficile, ma famille ayant dû se déplacer pour fuir la violence et vivant de multiples situations complexes. À mon arrivée à Buenaventura, le tableau n'était pas très différent : toxicomanie, prostitution, manque d'espaces publics pour les enfants... c'était une réalité encore très visible. Je me suis dit : « Ok, nous sommes en ville, mais certaines situations restent encore complexes ».

Un jour, j'ai remarqué qu'un groupe de jeunes garçons et filles se réunissaient dans un espace près de chez moi. Ça a attiré mon attention donc je me suis approchée pour demander si je pouvais participer. Je me souviens qu'une femme très aimable lui a répondu : « Bien sûr, tu es la bienvenue, tu peux participer dès maintenant ». Ce fut le début d'un parcours qui a changé ma vie, à un moment où je me sentais très seule et avait beaucoup de responsabilités, car on commençait tout juste à s'organiser dans cette région. Ma mère travaillait, elle devait s'occuper de mes frères et sœurs et aider à la maison autant que possible. Entendre que ce programme pouvait apporter quelque chose de positif à ma vie m'a motivée : je voulais être différente, réaliser mes rêves, aider les autres et découvrir le monde. J'étais très curieuse, car tous ces sujets (abordés dans le cadre du projet et des ateliers) étaient totalement nouveaux pour moi, et petit à petit, je me suis intégrée : je partageais des rires, des jeux et des expériences avec d'autres enfants. L'une des premières motivations quand j'étais enfant était le goûter et le matériel gratuit qui permettait de dessiner, de me divertir et de créer des choses différentes de celles auxquelles nous étions habitués pendant notre temps libre. Mais j'ai ensuite compris que cela allait bien au-delà du simple divertissement, d'un simple repas ou d'un goûter, c'était une occasion de renforcer mon projet de vie, ma confiance en moi et d'aider ma famille.

J'ai commencé à participer activement aux ateliers, aux conférences et à l'accompagnement psychosocial, car mes frères et sœurs et moi-même nous travisions des situations complexes et nous étions très marqués par les violences subies. Le déplacement forcé n'était pas facile, tous les membres de ma famille et d'autres personnes de la communauté ont été assassinés. Par conséquent, la fondation a été très présente pour nous apporter un soutien psychosocial.

D'autre part, j'avais besoin de guérir certaines choses, j'ai également participé à des ateliers où une psychologue était présente pour m'aider. Je me souviens avec une affection particulière d'une activité où l'on abordait le thème des effets secondaires de la drogue et des substances psychoactives, d'autant plus que cela m'était complètement étranger. Pour moi, c'était un sujet totalement différent, voir comment parfois des rêves sont détruits par la consommation de ce type de substances, et je me suis dit : « Ok, je ne veux pas de cela dans ma vie, je ne le veux pas non plus pour mes frères, ma famille et tous ceux qui m'entourent ». Je me souviens également d'avoir participer pour la première fois à un événement qui, à l'époque, m'avait amenée à me demander : « C'est quoi, ces mains rouges ? ». Aujourd'hui, je comprends et sais le sens de cette action. J'ai alors pris conscience du thème « Plus d'enfants dans le conflit, nous ne sommes pas des armes de guerre ». Je me suis dit : « Waouh, quel message et quelle manifestation » qui se faisaient à l'époque. J'étais très impressionnée, et j'ai aimé. J'estime qu'une personne qui vient de zone rurale et qui vit ce type de violence, qui voit ces enfants qui font partie de ces groupes et qui combattent de force, doit dire au gouvernement « non, il faut protéger les enfants ». J'ai alors décidé de m'engager moi aussi dans ce sauvetage de vies, en cherchant à impliquer davantage de garçons et de filles dans ces programmes, afin qu'ils et elles connaissent et parcourent avec moi et les autres tout ce chemin. Tout cela a incité mes frères et sœurs à vouloir participer, je les invitais. Je demandais aussi à mes parents de me laisser partir, car il y avait des jours difficiles où ils lui disaient : « Ma fille, tu n'iras pas, la situation sécuritaire est trop difficile, les rues ne sont pas sûres, tu as des tâches à accomplir à la maison », et j'insistais et insistais. Il y avait des jours où ils me laissaient y aller, et d'autres non. Puis, avec le temps, ils ont compris que c'était un endroit sûr et ont commencé à avoir confiance, ils souhaitaient même que nous consacrons notre temps libre à participer aux activités.

Ma famille a également commencé à grandir sur le plan émotionnel, à abandonner beaucoup de peurs, à comprendre que l'éducation était l'outil permettant de réaliser les rêves que nous avions en tant que famille.

Grâce à ces processus, ma vie a vraiment pris une direction complètement différente, je me sentais déjà plus claire, plus ferme. J'ai commencé à intégrer et à m'approprier toutes ces expériences que j'ai commencé à vivre. En réalité, ces activités et cet accompagnement m'ont sauvé la vie, ils m'ont aidée à devenir la femme que je suis, et c'est pourquoi j'ai décidé de poursuivre dans cette voie, une voie que j'ouvrirai peut-être à de nombreux garçons et filles de ma communauté et à toutes celles et ceux qui me regardent, qui regardent mon travail, peut-être à celles et ceux qui s'intéressent à ces apprentissages que je peux leur apporter.

Je suis infiniment reconnaissante envers toutes les personnes qui ont contribué à mon développement personnel, à la Fondation Taller Abierto qui m'a formée à l'époque, et à ma tutrice qui a joué un rôle clé dans ma vie et qui m'a encouragée à devenir leadeuse. Aujourd'hui, grâce à Dieu, je suis une femme, une fille, une sœur et une mère accomplie, avec des projets, certains objectifs déjà atteints et d'autres encore à réaliser, mais je les ai clairement en tête et je sais que je dois continuer et persévérer pour y parvenir.

La vie nous frappe souvent durement. Mais cela ne doit pas nous arrêter, la douleur peut aussi nous pousser à aller de l'avant, à grandir et à aider les autres. C'est pourquoi je dis toujours aux jeunes qui viennent m'écouter de ne pas laisser notre ego nous priver de ce qu'il y a de bon dans notre cœur, de toujours faire le bien, de toujours le faire avec notre cœur, car il y a toujours quelque chose de bon en nous que nous pouvons donner aux autres. Je dis aux enfants de poursuivre leurs études, car c'est la bonne voie : étudier. Ne cessez pas de le faire, ne cessez pas de rêver, de vivre votre enfance avec joie et sérénité, vivez vos étapes. Aux femmes qui m'écoutent, cette voix féminine vous dit aujourd'hui : « N'ayez pas peur de vous émanciper, de connaître vos droits et de rêver. Le jour où vous déciderez de fonder un foyer, d'avoir une carrière et de vous épanouir en tant que femmes, vous le ferez par vos propres choix, et non sous l'influence des autres. Soyez sûres de vous lorsque vous prenez une décision, soyez autonomes et pleines d'amour : cet amour qui rayonne en chacune de nous »

AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

- Continuer à promouvoir des initiatives de paix au sein de la communauté, en valorisant la culture, l'ancestralité, l'art, le territoire et les traditions comme moyens de reconstruire le tissu social, de renforcer les relations entre les membres de la communauté et de créer des environnements protecteurs pour les habitant.es de Buenaventura.
- Créer des espaces d'échange d'expériences intergénérationnelles sur la culture de la paix, les savoirs ancestraux, la justice réparatrice, les projets de vie et la santé socio-émotionnelle, dans lesquels les apprentissages et les connaissances sont reproduits et la cohésion sociale est renforcée pour une coexistence pacifique entre les membres de la communauté.
- Sensibiliser la population aux violences sexistes et aux inégalités sociales qui les affectent afin de prévenir les cas de violences intrafamiliales et favoriser la création d'environnements protecteurs, où chacun.e puisse s'épanouir pleinement.
- Renforcer l'auto-organisation, la participation, la formation, l'élaboration et la mise en œuvre de plans de surveillance citoyenne afin d'accompagner et de suivre la mise en œuvre des politiques publiques et des ressources destinées aux femmes, aux familles, aux enfants et aux jeunes, ainsi que les instances de participation et l'espace de conversation sociojuridique.

AU NIVEAU DE BUENAVENTURA

- Garantir le respect de l'Accord visant à éradiquer le recrutement, l'utilisation et l'exploitation des enfants dans les actions directes et liées à la violence, signé à Buenaventura le 13 mars 2025 entre les groupes armés des Shottas et Espartanos.^[1]
- Réaliser des diagnostics de sécurité dans les institutions éducatives afin d'identifier les vulnérabilités et les domaines à améliorer et ainsi pouvoir ajuster les protocoles de gestion intégrale des risques scolaires, y compris dans les universités et les écoles du territoire.

- Renforcer et encourager les alliances avec les organisations communautaires et de la société civile afin de créer des environnements protecteurs dans les quartiers et espaces publics (éducation, loisirs, transports publics, entre autres) pour les enfants, les adolescent.es et les femmes de Buenaventura.
- Reconnaitre et soutenir les pratiques culturelles — telles que le « comadreo », le conseil familial, entre autres — afin d'aider les mères et les personnes qui s'occupent des enfants, contribuant ainsi à un accompagnement global des familles.
- Accroître la responsabilité sociale des entreprises et l'investissement social de l'État, en augmentant les opportunités professionnelles pour les jeunes à Buenaventura et dynamisant ainsi l'économie locale.
- Inclure dans les politiques publiques la participation réelle des communautés et mettre en œuvre des actions de surveillance et de contrôle social sur les territoires.
- Intégrer dans l'agenda de communication des médias locaux la visibilisation des actions et initiatives des organisations communautaires, qu'elles soient destinées aux enfants, aux jeunes ou aux femmes, dont les activités sur le territoire visent à résoudre les problèmes qui les touchent.
- Renforcer les systèmes de collecte, de traitement, d'analyse et de publication de données officielles actualisées sur la violence, l'insécurité, la situation de l'éducation, l'emploi, entre autres.

AU NIVEAU NATIONAL

- Renforcer les stratégies de prévention et de prise en charge des victimes de violence sexiste, en augmentant les ressources destinées aux refuges, aux programmes psychosociaux et à l'aide juridique dans tout le pays, en particulier dans les zones où les taux de violence sont élevés.
- Renforcer les mécanismes de réparation intégrale pour les victimes du conflit armé et les garanties de non-répétition, en augmentant les ressources allouées au système intégral de vérité, de justice, de réparation et de non-répétition (JEP, CEV, Unité de recherche), aux programmes psychosociaux et à l'aide juridique dans

- tout le pays, en particulier dans les zones particulièrement touchées par le conflit armé.
- Réorienter davantage les investissements vers les secteurs social, éducatif et sanitaire afin d'améliorer l'accès de la population dans les territoires à des services et des infrastructures publics de qualité.
- Surveiller l'utilisation des ressources publiques dans la mise en œuvre des politiques publiques, des programmes sociaux et des parcours de soins dans les territoires, et garantir leur visibilité, leur accessibilité et leur fonctionnement.
- S'inspirer des initiatives et des activités des organisations de la société civile pour élaborer des programmes éducatifs, notamment des ateliers sur les soins intégrés (santé sexuelle, santé mentale, prévention de la consommation de substances psychoactives, soins personnels, orientation vers un projet de vie, capacités relationnelles et de cohabitation) ou créer des espaces de sensibilisation et de formation.
- Renforcer les systèmes de collecte et de publication de données actualisées sur la violence, l'insécurité, la situation de l'éducation, l'emploi, entre autres.
- S'engager à signer et à ratifier le troisième protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant.

À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

- Soutenir les projets de prévention, de protection et d'accompagnement psychosocial pour les enfants et les jeunes, les familles, les institutions éducatives et les leader.euses communautaires ; le travail de prévention contre le recrutement, l'utilisation et l'exploitation doit être mené dans tous les environnements où évoluent les enfants et les jeunes.
- Continuer à soutenir les programmes de prévention de la violence sexiste et de renforcement du leadership des femmes et des jeunes afin qu'elles et ils puissent accéder aux espaces de prise de décision et d'influence, en particulier dans le contexte actuel de réduction des fonds de coopération internationale.

- Continuer à soutenir les initiatives de consolidation de la paix et de reconstruction du tissu social au sein des communautés ; comprendre les expressions ancestrales, artistiques et culturelles comme des mécanismes alternatifs pour surmonter les violences et des formes de guérison tant au niveau individuel que collectif.
- Introduire des approches de genre et de prise en charge tant dans l'allocation que dans l'exécution des ressources afin de faciliter la participation des mères aux formations et aux activités, en garantissant la prise en charge des enfants et des jeunes. Par exemple, les mères ayant des enfants en bas âge (0 à 5 ans) ou handicapés, les mères vivant dans des zones isolées et ayant besoin d'un transport supplémentaire, les mères ayant perdu leurs documents d'identité à la suite d'actes de violence.
- Soutenir les initiatives qui facilitent l'accès et le maintien dans un parcours scolaire complet pour les enfants et les adolescent.es, ainsi que la formation technique, technologique et professionnelle pour les jeunes et les femmes.

À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

- Créer des espaces de dialogue diplomatique avec l'État colombien et la société civile, afin de promouvoir la conception et la mise en œuvre d'actions concrètes axées sur l'aide humanitaire et le développement intégral des enfants, des jeunes et des femmes.
- Inclure des garanties de respect des droits humains et de construction de la paix dans la conception et la mise en œuvre des accords bilatéraux signés avec la Colombie, en intégrant des mécanismes de vérification.
- Promouvoir les relations avec les organisations de la société civile colombienne et encourager leur participation à des espaces et instances stratégiques (Nations unies, Union européenne, OEA, entre autres), en valorisant leur expérience et leur connaissance des besoins réels de la population, propres à chaque contexte local.

BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAPHIE

- Assemblée générale des Nations Unies, Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, résolution A/RES/54/263. 25 mai 2000 : <https://www.ohchr.org/es/instruments-mechanisms/instruments/optional-protocol-convention-rights-child-involvement-children>
- Assemblée générale des Nations Unies, Visite en Colombie. Rapport du Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Olivier De Schutter, 59^e session du Conseil des droits de l'homme, juin-juillet 2025.
- Buenaventura cómo vamos, Rapport sur la qualité de vie 2024, n° 5, août 2025.
- Cárdenas H., Ortega D., Barreto G., « Genetic Variants of Duffy and Hemoglobin S Genes in an Afrodescendant Population from Colombia », Human Biology, septembre 2018.
- Centre National de la Mémoire Historique, Buenaventura : un port sans communauté, Bogotá, 2015.
- Commission de la Vérité, Il y a un avenir s'il y a la vérité, « Cas 57 : Violence urbaine à Buenaventura », Chapitre 1 : <https://www.comisiondelaverdad.co/caso-57-violencia-urbana-en-buenaventura>
- Conceptos.es, « Concept d'enfance et d'adolescence » : <https://conceptos.es/infancia-y-adolescencia>
- Défenseur des Droits, Rapport sur les droits de l'homme, grève civile – Buenaventura 2017, août 2017 : <https://www.defensoria.gov.co/en/-/informe-de-derechos-humanos-paro-cívico-buenaventura-2017>
- Défenseur des Droits, Urgences humanitaires en Colombie aujourd'hui, communiqué du 16 février 2025.
- Département Administratif National de Statistiques, Recensement national de la population et du logement 2018 : <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/censo-nacional-de-poblacion-y-vivenda-2018/cuantos-somos>
- Département Administratif National de Statistiques, Infographie Buenaventura, 2018 : https://sitios.dane.gov.co/cnpp/app/views/informacion/perfiles/76109_infografia.pdf
- Département Administratif National de Statistiques, « Projections démographiques et études démographiques », Démographie et population, juillet 2025 : <https://www.dane.gov.co/files/censo2018/proyecciones-de-poblacion/Nacional/NotaTecnica-PPED-jul2025.pdf>
- Fonction publique, loi n° 599 de 2000. Article 162. Recrutement illégal : « Quiconque, à l'occasion et dans le cadre d'un conflit armé, recrute des mineurs de moins de dix-huit (18) ans, les utilise ou les oblige à participer directement ou indirectement aux hostilités ou à des actions armées, est passible d'une peine d'emprisonnement de cent cinquante-six (156) à deux cent soixante-seize (276) mois d'emprisonnement et à une amende de huit cents (800) à mille cinq cents (1 500) salaires minimums mensuels légaux en vigueur » : <https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=6388>
- Fondation Paix et Réconciliation (Pares), Comment évolue la paix à Buenaventura en 2025 ?, octobre 2025 : <https://www.pares.com.co/en-buenaventura-la-gente-no-pierde-el-derecho-a-creer-en-la-paz/>
- GÓMEZ Licsa, « Shottas et Espartanos ont signé un accord pour mettre fin au recrutement de mineurs à Buenaventura », Infobae, 13/03/2025 : <https://www.infobae.com/colombia/2025/03/13/shottas-y-espartanos-firmaron-un-acuerdo-para-ponerle-fin-al-reclutamiento-de-menores-en-buenaventura/#~:text=En%20ce%20sens%2C%20l'accord,tâches%20liées%20aux%20violences%E2%80%9D>
- Gracia Hincapié, Ortiz Rodríguez, Revista Misión Jurídica, « Violence fondée sur le genre : conceptualisation et analyse de son développement dans le conflit colombien », n° 21 (vol. 14), juillet-décembre 2021, pp. 255-275
- INDEPAZ, Massacres en Colombie en 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025, Observatoire des droits humains et des conflits d'Indepaz, août 2025 : <https://indepaz.org.co/informe-de-masacres-en-colombia-durante-el-2020-2021/>

- Justice Spéciale pour la Paix, Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, 2016 : <https://www.jep.gov.co/Normativa/Paginas/Acuerdo-Final.aspx>
- Ministère de la Défense nationale, « Directive permanente n° 15 de 2016 », du 22/04/2016 : https://www.mindefensa.gov.co/irj/go/km/docs/Mindefensa/Documentos/descargas/Prensa/Dокументos/dir_15_2016.pdf
- Municipalités de Colombie, La municipalité de Buenaventura : <https://www.municipio.com.co/municipio-buenaventura.html>
- Peace Brigade International (PBI), Qui assume les coûts ? Impacts des économies mondiales en Colombie. Le cas de Buenaventura : risques pour la défense des droits humains face aux intérêts des entreprises espagnoles, par Vincent Vallies, janvier 2025.
- Police Nationale, Statistiques Criminelles, « Homicides », période du 1er janvier au 31 août 2025 : https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=https%3A%2F%2Fwww.policia.gov.co%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Fdelitos-impacto%2FHomicidio%2520Intencional_3.xlsx&wdOrigin=BROWSELINK
- Police Nationale, Statistiques Criminelles, « Violence intrafamiliale », période du 1er janvier au 31 août 2025 : https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=https%3A%2F%2Fwww.policia.gov.co%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Fdelitos-impacto%2FViolencia%2520intrafamiliar_5.xlsx&wdOrigin=BROWSELINK
- Rédaction Colombie +20, « Le dernier secrétariat des FARC reconnaît officiellement devant la JEP le recrutement forcé de mineurs », El Espectador, 8 juillet 2025 : <https://www.elespectador.com/colombia-20/jep-y-desaparecidos/secretariado-de-farc-reconoce-formalmente-ante-jep-reclutamiento-forzado-de-menores-en-el-conflicto-armado-noticias-hoy/>
- Revue RAYA, « Les communautés du Cauca et du Valle qui arrachent les enfants à la guerre », 3 décembre 2024 : <https://revistaraya.com/las-comunidades-de-cauca-y-valle-que-le-arrebatan-ninos-y-ninas-a-la-guerra.html>

AVEC LE SOUTIEN DE :

